

DÉVELOPPEMENT D'UNE AGRICULTURE DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les conditions d'une meilleure gouvernance

Alors que les prévisions tendent à indiquer qu'à partir des années 2030 la population urbaine en Afrique de l'Ouest sera plus importante que la population rurale, suffit-il d'attendre pour que le contexte soit favorable au développement de l'agriculture susceptible de garantir la sécurité alimentaire dans ces pays ? Que faire précisément pour anticiper une meilleure gouvernance ?

Intervenants dans cet article :

Nadjirou Sall et

Léopold Lokossou

Administrateurs du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).

Leonidas Hitimana

Chargé de programme au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Marius Dia

Coordonnateur au Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), Sénégal.

Éric Ouedraogo

Administrateur de la Confédération paysanne du Faso (CPF), Burkina Faso.

Olou Ayéfoumi Adara

Président de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), Togo.

Colette Noumpoa Nakpergou

Présidente du Collège des femmes au Togo.

Abdoulaye Seye

Expert en financement du développement au Hub Rural.

Kalilou Sylla

Secrétaire exécutif du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).

Mahamdou Fayinkeh

Président de la National Coordinating Organisation of Farmers' Association of Gambia.

Salia Mahamane

Membre de la Plateforme paysanne du Niger (PFPN).

« Les études montrent que c'est quand la population urbaine d'un pays est plus importante que sa population rurale qu'il produit assez de nourriture pour tous. » L'affirmation est du journaliste Doug Saunders dans le quotidien *Le Monde* du 15 juin 2013. Les perspectives démographiques de l'Afrique de l'Ouest, à l'horizon 2030, constituent-elles une chance autant qu'un défi ?

« La forte croissance de la population urbaine aura pour conséquence une augmentation des surfaces cultivées et une amélioration des rendements des terres », admet Leonidas Hitimana, chargé de programme au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE). Mais, ajoute-t-il, « ces transformations n'auront pas lieu s'il n'y a pas de bonnes politiques qui les anticipent et les encadrent. »

Impliquer

Parmi les marqueurs d'une « bonne politique », les organisations paysannes (OP) revendiquent leur participation à toutes les étapes.

Il s'agit désormais de les impliquer, plus seulement de les consulter. « L'accompagnement des OP et des producteurs agricoles en vue de leur implication dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des programmes de développement » constitue un point essentiel de la vision des OP rappelée par Marius Dia, coordonnateur au Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) du Sénégal.

Pour pouvoir s'impliquer dans la mise en œuvre des plans et stratégies de développement agricole, les OP ont besoin de moyens : « Nous demandons le soutien de l'UE à cette implication », explique Eric Ouedraogo, administrateur de la Confédération paysanne du Faso (CPF).

Certains se font plus précis encore lorsqu'ils demandent que les OP, en aval, gardent une maîtrise des financements de l'aide au développement. Olou Ayéfoumi Adara, président de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP) « n'est pas encore rassuré sur la façon dont AGIR » (ndlr, Alliance globale pour l'Initiative résilience – Sahel – Afrique de l'Ouest, initiative dans laquelle la Commission européenne est chargée de coordonner l'ensemble des bailleurs intervenant en Afrique de l'Ouest en vue de renforcer la capacité des États et des populations à faire face et à surmonter les crises alimentaires) ... va agir. Généralement, quand les financements arrivent dans nos pays, nous les OP ne sommes plus consultées, impliquées. Comment favoriser que les ONG aient accès directement à ces financements ? »

Chaque crise alimentaire permet des financements qui ne changent rien.

Pouvoir gérer les flux de l'aide, ce serait aussi, pour les OP, un moyen de garantir certaines orientations, certains choix stratégiques. « Pourquoi l'Union européenne (UE) continue-t-elle à donner son argent aux États et pas aux OP alors qu'elle connaît les expériences intéressantes à valoriser que ces États s'ingénient à ne pas voir ? », se demande Colette Noumpoa Nakpergou, présidente du Collège des femmes au Togo.

Il s'agit également de renforcer le rôle des OP dans leur capacité à offrir du conseil à leurs membres comme condition à la multiplication des actions bénéfiques au développement agricole, que ce soit au niveau des techniques (irrigation, stockage) ou de l'organisation.

Réponse de la Commission européenne, par la voix de Jean-Pierre Halkin, chef de l'Unité développement rural, nourriture et alimentation, à la Commission européenne: «*L'appel à propositions Sfoap1 lancé en collaboration avec l'Ifad2 est un engagement financier sans précédent en termes d'appui à la construction de capacités institutionnelles des OP. Nous pensons que vous devez pouvoir devenir interlocuteurs des autorités nationales et régionales ainsi que des bailleurs.*»

Documenter et sérieux

Une bonne gouvernance ne va pas sans une information correcte. L'une des prises de conscience qui commence à émerger aujourd'hui concerne la qualification précise des populations bénéficiaires des politiques de développement agricole.

«*Si 50 millions de personnes sont en situation de sous-alimentation, il existe peu de documentation sur ces personnes*», affirme Abdoulaye Seye, expert en financement du développement au Hub Rural (Plateforme d'appui au développement rural et à la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre). Même l'OCDE chante ce refrain. «*Il faut un ciblage des populations, sans quoi les actions globales produisent des ratés en grand nombre*», rappelle Leonidas Hitimana.

L'objectif? Mieux cerner les enjeux au cas par cas, l'impact de la géographie, l'impact des crises politiques, l'impact des types d'exploitation agricoles, etc. Et, «*in fine, déboucher sur des financements diversifiés et adaptés aux spécificités sous-locales*», comme le propose Nadjirou Sall, secrétaire général adjoint du CNCR et administrateur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).

1 : Support to Farmers' Organisations in Africa Project (Sfoap)

2 : International Fund for Agricultural Development (agence spécialisée de l'ONU)



Enfants au Burkina Faso.

Les relations des OP avec les centres de recherche sont au cœur de cette problématique: une représentation des OP dans les conseils d'administration des centres de recherche ne garantit pas aux paysans l'accessibilité aux résultats de recherches, analyse Kalilou Sylla, le secrétaire exécutif du Roppa. D'où un changement de tactique, au Bénin, comme l'explique Léopold Lokossou, président de la Plateforme nationale des organisations paysannes et de producteurs agricoles (Pnoppa): «*Nous avons obtenu un comité de pilotage chargé de réfléchir à inverser la tendance: comment, ensemble, réfléchir à ce que nous voulons chercher?*» Quitte pour les OP «*à aller chercher l'argent pour les sujets de recherche pour lesquels les centres de recherche ne sont pas financés*, complète Kalilou Sylla. *En échange, les résultats de leurs recherches nous sont communiqués directement*».

Aligner

L'alignement des programmes et actions d'aide internationale sur les politiques nationales et régionales des bénéficiaires est repris en chœur par toutes les parties. «*Toute nouvelle initiative doit entrer dans le cadre des politiques consensuellement définies au niveau de la région*», estimait Abdoulaye Seye (Hub Rural). «*Tout nouveau programme doit intégrer ces objectifs* [de la politique

agricole régionale Ecowap ndlr] *et rester cohérent avec les programmes déjà existants*,» renchérit Marius Dia.

La croissance urbaine requiert de bonnes politiques agricoles.

En pratique, dans le cas de l'initiative Agir, cela devrait passer par des instances nationales dans lesquelles les OP seront représentées et qui seront chargées, dans un premier temps, d'élaborer les feuilles de route nationales: soit, identifier les priorités dans lesquelles investir en faveur de la résilience, en conformité avec les plans et stratégie de développement nationaux et régional.

Coordonner

Des initiatives diverses et probantes d'alternatives à l'agriculture traditionnelle existent mais elles sont éparses, pas systématisées, mal connues et pas diffusées regrettent plusieurs intervenants. Par ailleurs, chaque crise alimentaire voit des fonds d'urgence importants être débloqués sans que cela change rien à la survenance de rechutes régulières. C'est, entre autres, pour ces raisons que

Suite à la page suivante >

Demands ouest-africaines pour le Fonds européen de développement

Le Fonds européen de développement (FED) est l'instrument principal de l'aide de l'Union européenne à la coopération au développement des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM).

À l'occasion d'un déjeuner-débat organisé en juin 2013 en marge de l'Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP à Bruxelles, les organisations paysannes (OP) ont présenté leurs priorités pour le 11^e FED en matière de soutien à l'agriculture.

On sait que la sécurité alimentaire est retenue comme secteur prioritaire dans la plupart des pays ouest-africains. Mais celle-ci peut être atteinte de multiples façons et celle préconisée par les OP vise à soutenir la modernisation des exploitations familiales, afin qu'elles puissent mieux rencontrer les besoins alimentaires de l'ensemble de la région.

Ce modèle agricole, soutenu par les exploitations familiales, est au cœur du combat du mouvement

paysan en Afrique de l'Ouest.

Les attentes des organisations paysannes vis-à-vis du 11^e FED sont :

> De faire de l'agriculture familiale un axe focal de l'intervention du 11^e FED aussi bien au niveau régional que national ;

> De définir, en concertation avec les organisations paysannes, les appuis aux Programmes indicatifs nationaux et régionaux pour qu'ils se fassent autour des axes suivants : le renforcement de l'intégration des marchés nationaux et régionaux avec la prise en compte des risques tels que climatiques, instabilité des prix, etc. ; le financement du secteur agricole avec le développement d'instruments innovants et durables de financements adaptés

aux besoins de l'exploitation familiale ; le renforcement des capacités des organisations paysannes pour accompagner la modernisation des exploitations familiales.

> D'accompagner les organisations paysannes et de producteurs agricoles en vue de leur participation/ implication dans la définition et la mise en œuvre des politiques et programmes de développement des secteurs agricoles et ruraux.

> De mettre en place des politiques cohérentes de soutien et d'investissement au secteur agricole.

Les organisations paysannes réclament enfin leur implication dans toutes les politiques et toutes les initiatives de résilience comme facteur déterminant de réussite et de lutte contre l'insécurité alimentaire.

Pour plus d'informations, contactez Jean-Jacques Grodent : jgg@sosfaim.org

Administrer

Certains pays de la région produisent ce qui manque à d'autres et des échanges entre eux s'avèreraient bénéfiques. Mais outre la question des infrastructures parfois défaillantes, il y a aussi « trop de postes de contrôles sur le trajet avec, chaque fois, des bakchiches regrette Mahamdou Fayinkeh, président de la National Coordinating Organisation of Farmers Association of Gambia (Nacofag). Il faut les supprimer au nom de la libre circulation. » Ce qui suppose des États structurés et suffisamment forts.

Articuler

Autre enjeu de gouvernance : l'articulation entre les niveaux d'action. « Chez nous, il n'y a pas de lien entre les stocks de proximité et les stocks nationaux, il n'y a pas de maillon intermédiaire », déplore Salia Mahamane de la Plateforme paysanne du Niger (PFPN). « Tandis qu'au Burkina, il existe une coordination avec les stocks de l'État via un échange d'informations sur les stocks respectifs, » relève Eric Ouedraogo.

Harmoniser

Les politiques agricoles, commerciales et économiques sont interdépendantes, quel que soit le niveau considéré. Leurs intérêts respectifs ne sont pas identiques, rappelle Philippe Thomas. Du point de vue des OP, il semble incohérent que l'UE donne d'une main – l'aide au développement de l'agriculture, en soutenant les exploitations familiales – ce qu'elle reprend de l'autre – la négociation de tarifs douaniers favorables à l'exportation de lait en poudre par exemple. Un enjeu de bonne gouvernance consisterait à rendre ces différentes politiques interdépendantes, afin d'en renforcer la cohérence.

Pour Philippe Thomas, il s'agit au moins autant de cohérence au niveau des États partenaires du Sud. Si la principale ville du Mali consomme massivement du lait en poudre, l'hésitation à taxer ce dernier vient peut-être de là. L'enjeu des politiques d'aide au développement réside alors dans les choix, à opérer par les OP, des secteurs dans lesquels investir en priorité pour en favoriser l'essor. ■

Article rédigé par Emmanuel De Loeul. Journaliste et consultant indépendant, collabore régulièrement depuis sept ans à Défis Sud.

> le dispositif Agir a été mis en place. « Il s'agit de s'attaquer aux causes profondes en réunissant tous les partenaires pour faciliter les dialogues et coordonner des réponses de long terme », a rappelé Philippe Thomas, chef de secteur Crises alimentaires à la direction générale Devco de la Commission européenne.

Il s'agit également de coordonner les politiques humanitaires et de développement de l'UE. « L'humanitaire mobilise plus de ressources financières que le développement, ce qui constitue un fac-

teur de pérennisation des crises, estime Eric Ouedraogo. L'humanitaire détruit les efforts endogènes de développement (par la désorganisation des marchés locaux suite à l'apport d'aide) en développant un comportement d'assistantat plutôt qu'une logique de gratuité liée au développement ». La leçon à en tirer pour le dispositif Agir est que les fonds qu'elle libérera « s'inscrivent dans le cadre de l'Écowap, prévient Eric Ouedraogo. Agir ne réussira que si la politique régionale [ouest-africaine] discipline les flux financiers de l'aide au développement. »